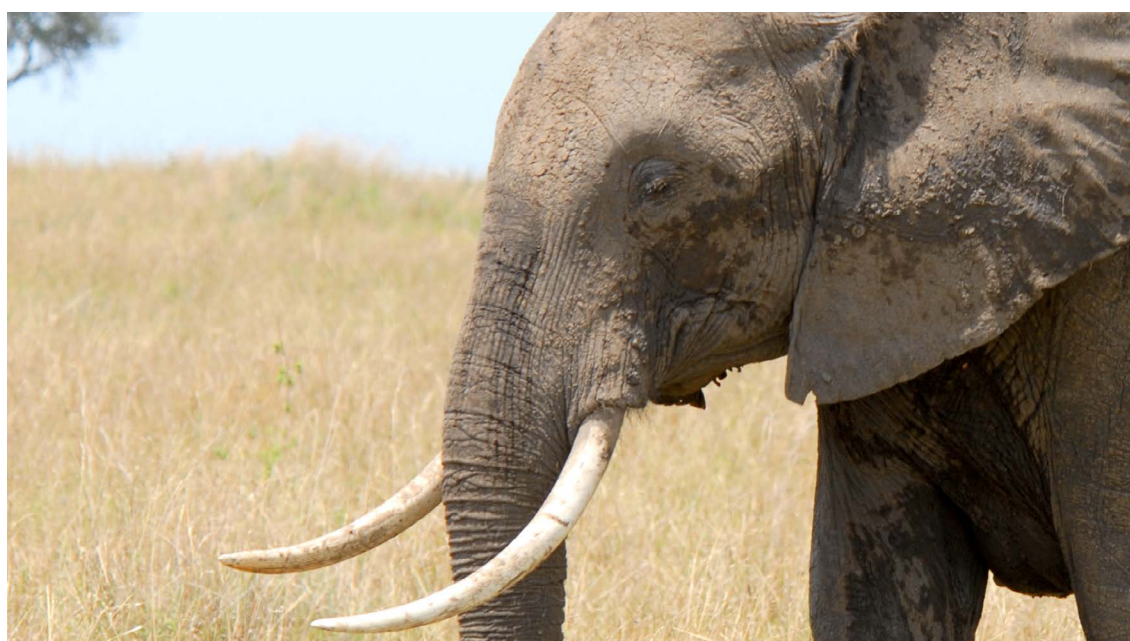


Analyse opérationnelle des dispositifs de lutte contre l'illégalité en matière faunique et forestière du Cameroun

Ghislain Fomou¹, Ranece Djeudja², Aurelian Mbazibain³, Habiba Mohamed⁴, Héléne Blanchard⁵



Introduction

Depuis le sommet de Rio de Janeiro de 1992 plusieurs pays tropicaux ont pris l'engagement de réduire l'exploitation forestière illégale qui entrave gravement la gestion durable des forêts. C'est ainsi que certains pays ont adhéré à différents instruments et initiatives visant à combattre la perte des ressources biologiques et l'exploitation illégale des espèces de flore et de faune sauvage à l'instar de la Convention sur la diversité biologique, la CITES et le FLEGT pour ne citer que ceux-là. Pourtant plusieurs années après, l'illégalité forestière et faunique persiste encore dans ces pays.

1. Ghislain Fomou est le Chargé de Programme Gestion des Ressources Naturelles, Service d'Appui aux Initiatives Locales de développement, Cameroun. ghisfomou@gmail.com

2. Ranece Djeudja est une Juriste, spécialiste du droit, des politiques, et de la gouvernance climatique, forestière et des ressources naturelles. Huit années d'expérience de recherche et plaidoyer principalement auprès des ONG et du secteur privé en Afrique. Cameroun. jndjeudja@gmail.com

3. Aurelian Mbazibain est un Professeur associé du Développement international à l'Université de Wolverhampton, le Chef d'équipe Climat, forêts, agriculture et faune au Centre pour la formation et le développement international (Centre for International Development and Training- CIDT), et le Chef du programme Citizen Voices for Change (CV4C) Congo Basin. Royaume- Uni. A.Mbazibain2@wlv.ac.uk

4. Habiba Mohamed est Assistante de recherche au Centre pour la formation et le développement international (Centre for International Development and Training- CIDT), l'Université de Wolverhampton. Royaume- Uni. Habiba.mohamed@wlv.ac.uk

5. Héléne Blanchard est la Coordinatrice du projet Renforcement de l'Application de la Loi sur la Faune et la Flore en Afrique centrale (RALFF), Conservation Justice (CJ). République du Congo. helene@conservation-justice.org

Au Cameroun, l'exploitation forestière illégale est estim  e à 33% de la production totale de grume⁶. Alors qu'on estime la perte financière annuelle à environ 33 milliards de FCFA sans compter la perte de la biodiversit  ⁷.

Dans un tel contexte où le Cameroun a souscrit à différents instruments internationaux et régionaux et met en œuvre différentes initiatives publiques comme privés de lutte contre l'exploitation illégale du bois et de la faune, notamment l'APV-FLEGT, la CITES, ECOFAC, l'Observation indépendante etc., il se pose le problème de l'efficacité de l'ensemble de ces initiatives sur le terrain.

C'est dans ce cadre que le CIDT a commandité cette étude financ  e dans le cadre du Programme FGMC, financé par FCDO. Cette étude fait également partie du projet Renforcement de l'Application de la Loi sur la Faune et la Flore en Afrique Centrale (RALFF), financé par l'Union Européenne et mis en place par le CIDT, et Conservation Justice (CJ) au Gabon et la Fondation Aspinall via le PALF au Congo. L'objectif est d'examiner les contraintes opérationnelles de l'efficacité des dispositifs de lutte contre l'exploitation forestière illégale. Spécifiquement l'étude consistait à identifier et décrire les pratiques d'illégalités forestières et fauniques, analyser dans quelle mesure les dispositifs opérationnels de lutte adressent les pratiques d'illégalités et proposer les solutions de renforcement des dispositifs en place.

La méthodologie de travail, centr  e sur la revue des rapports de contrôles forestiers et fauniques et d'observations indépendantes et coupl  e aux entretiens avec les principaux acteurs, a permis de recueillir un ensemble de données qui ont été analys  es et d'en tirer 5 grandes conclusions. L'étude couvre principalement les départements du Lom Djerem et du Haut-Nyong dans la région de l'Est et le département du Dja et Lobo dans la région du Sud.

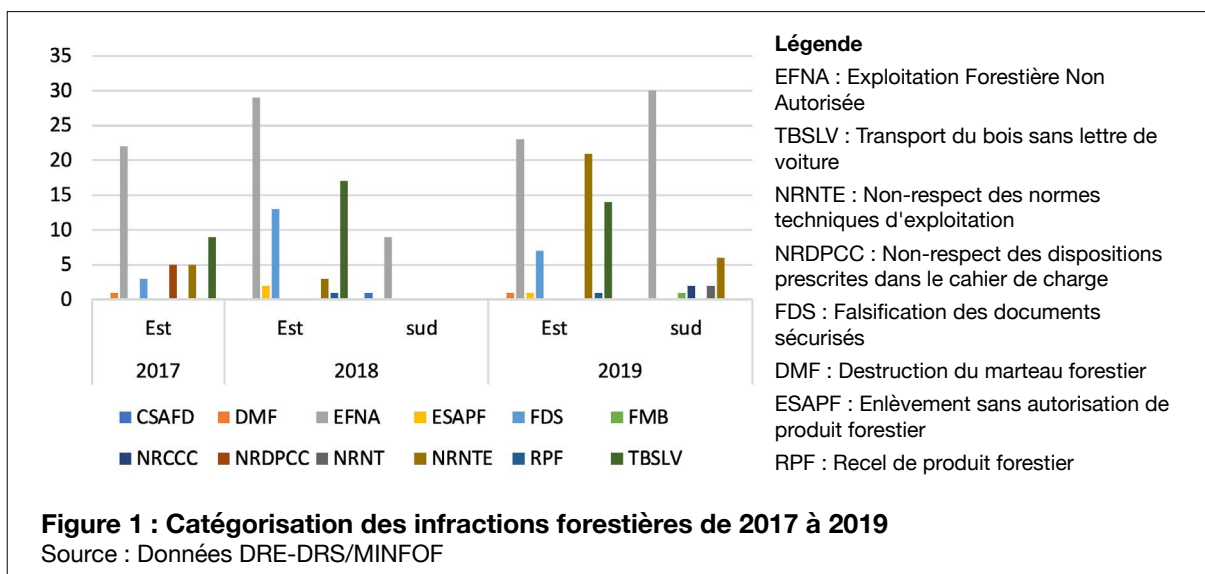
1. Le dispositif opérationnel de contrôle forestier et faunique ne permet pas d'adresser les principales pratiques d'illégalités forestières et fauniques

Le corpus juridique en vigueur a été mis en place pour réglementer les activités et réduire toute forme d'illégalité dans le secteur forestier. Cependant, comme mentionné en introduction, les chiffres montrent que le phénomène persiste.

L'analyse du sommier des infractions forestières des deux régions d'étude, la région de l'Est et celle du Sud du pays, entre 2017 et 2019 relève trois infractions récurrentes notamment l'Exploitation Forestière Non Autoris  e (EFNA), le Transport de Bois Sans Lettre de Voiture (TBSLV) et la Falsification des Documents Sécurisés (FDS). Ces infractions portent particulièrement sur l'exploitation et le transport du bois qui pourtant n'intervient qu'après l'obtention des titres forestiers et des permis de coupe dont les processus d'acquisition ne font pas l'objet des contrôles suffisants. Si ces infractions semblent distinctes, toutes sont li  es car résultent d'une chaine d'illégalité qui s'étend sur l'ensemble de la chaine d'approvisionnement du bois, et prend sa source à l'attribution des titres forestiers et l'obtention des autorisations de coupe. Les données collect  es permettent de ressortir les différentes infractions suivantes par région de 2017 à 2019.

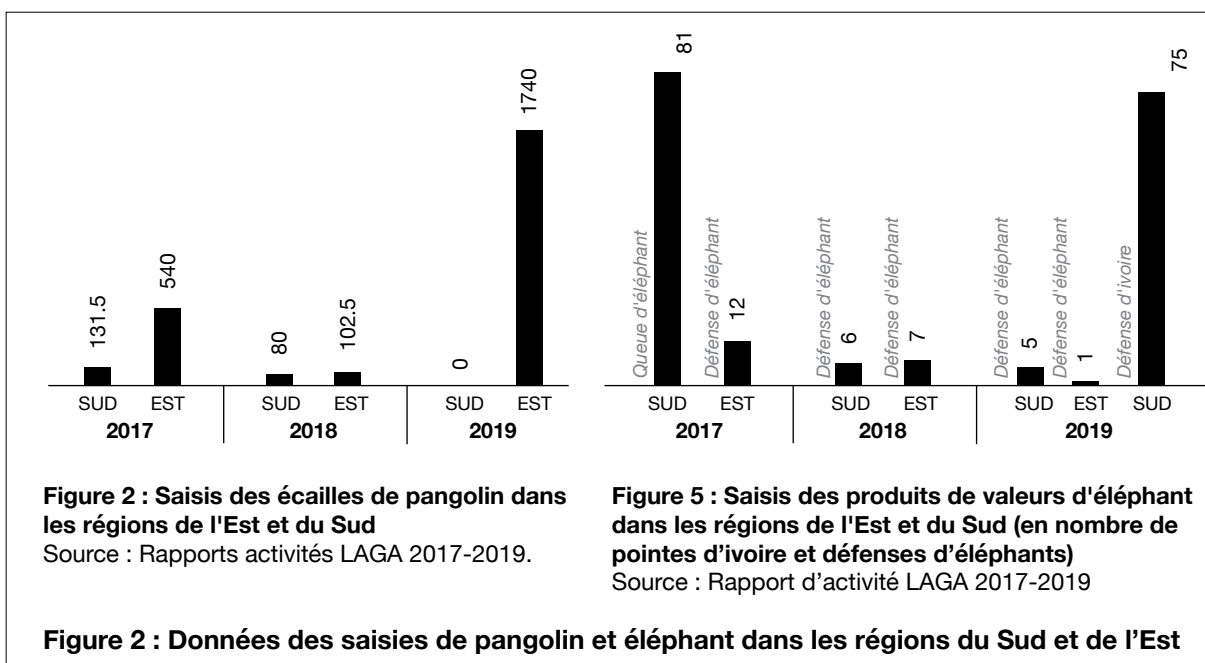
6. Hoare A., Commerce de Bois Illégal L'Action au Cameroun : Une évaluation de Chatham House, Chatham House, Janvier 2015.

7. <https://www.afrik21.africa/cameroun-guerre-ouverte-contre-l'exploitation-illegale-des-forets-et-de-la-faune/>, Visité le 06 Février 2020



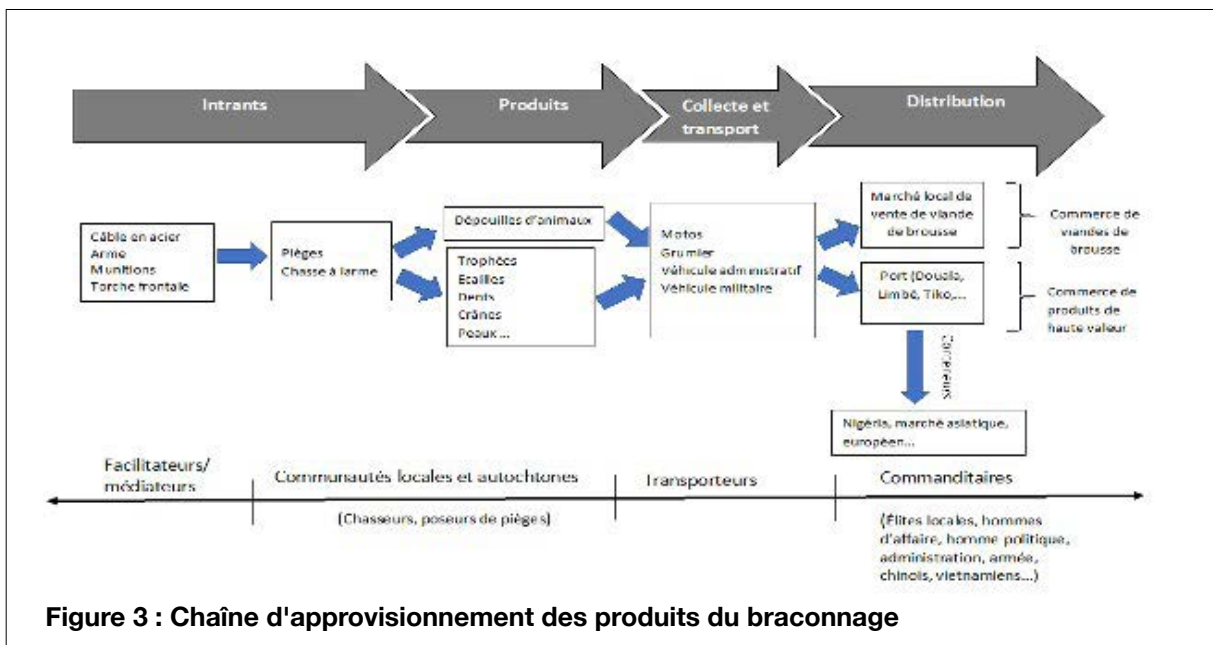
L'analyse du processus d'obtention des permis d'exploitation forestière fait comprendre qu'une part importante de l'illégalité forestière tire sa source des inventaires mal r alis es qui donnent lieu aux quotas d'exploitation surestim es et aux documents de transport du bois bien plus important que les quantités de bois réellement disponible dans les parcelles.

Dans le secteur faunique, les rapports d'activité de LAGA de la période de 2017 à 2019 font état des saisies importantes de tout ou partie des animaux intégralement prot g es et le développement florissant des marchés de viandes brousse. De manière chiffr e entre 2017 et 2019, dans le deux régions d'intérêt, l'on a recensé plus de 180 défenses et queues d'éléphant saisies, environ 2594 Kg d'écailles de pangolin saisies, des cranes chimpanzé, peau python, dents et peau léopard etc⁸.



8. Ces données sont bas es sur le Rapport d'activité de l'organisation LAGA 2017-2019

Il ressort de l'exploitation du sommier des infractions fauniques des régions d'étude que 3 types d'infractions fauniques sont récurrentes à savoir la détention et circulation des espèces de faunes, la capture d'espèce de faune sauvage, la chasse sans permis. Ces Infractions touchent principalement les maillons transport et commercialisation de la chaine d'approvisionnement mais presque peu les actions de suivi de la chasse en forêt, puisqu'il est plus facile de faire des contrôles au niveau de transport et de commercialisation que le suivi en forêt. En ce qui concerne la chaine d'approvisionnement des produits en braconnage, si le dispositif de lutte semble s'intéresser principalement au maillon du transport, on constate très peu d'action en amont de la filière notamment sur la chasse proprement dite. La figure suivante présente de manière schématique le circuit de la chaine d'approvisionnement des produits du braconnage. Le contrôle faunique devrait permettre d'agir sur chacun des maillons de cette chaine allant des commanditaires, médiateurs aux actions en forêt en direction des chasseurs et des poseurs de piège. Il devrait permettre également de suivre les activités de chasse légales notamment au niveau du respect des quotas et animaux autorisés de chasse.



2. Le rôle central et quasi exclusif du MINFOF dans le dispositif de contrôle ne permet pas une meilleure implication des autres administrations et des ONG nationales et internationales dans le contrôle forestier et faunique.

En théorie plusieurs acteurs sont impliqués dans le dispositif de contrôle forestier et faunique dont entre autres l'administration en charge des forêts et de la faune, les forces de maintien de l'ordre, la justice, certains partenaires multilatéraux tel que INTERPOL, les ONG et les communautés riveraines de forêts. Cependant, de manière opérationnelle, ces acteurs n'interviennent qu'à titre informatif ou alors sont impliqués selon la volonté des agents de l'administration forestière. Le MINFOF quasiment seul procède à la recherche, à la constatation des faits, à la saisie des produits indument récoltés et à la sanction des contrevenants en impliquant presque rarement les autres administrations. Ce qui pose un problème en termes d'efficacité des actions des autres. Un responsable d'INTERPOL faisait remarquer à ce sujet que « la complicité des agents

du MINFOF est un élément qui fragilise même la collaboration que nous avons avec le MINFOF. [...] Parmi tous ces acteurs finalement on observe que ce n'est que l'administration des forêts qui est garante de la surveillance légale et légitime de son patrimoine forestier et faunique.[...] Ceci pour dire simplement que si le même MINFOF est encore celui qui contribue à fragiliser cette volonté de faire la répression grâce à sa complicité, il y a de forte chance que les autres acteurs ne soient pas efficaces dans leur intervention. C'est le cas donc avec le bois »⁹.

Il en est de même de la collaboration avec les ONG nationales et les communautés locales qui interviennent dans le suivi indépendant des activités forestières car plusieurs informations sont transmises par celles-ci au MINFOF sans moindre traitement et quand elles sont trait  es, très peu aboutissent à des sanctions. En effet, on observe une forte implication des ONG nationales et internationales dans la lutte contre la criminalité faunique mais presque tous au même niveau, généralement au niveau du transport et de la commercialisation, qui malheureusement intervient lorsque l'animal a déjà été abattu. Pourtant un renforcement de l'intervention au niveau du suivi de la chasse, dont la compétence est principalement celle du MINFOF, permettrait d'attaquer en amont le phénomène.

3. Absence de synergies entre la lutte contre l'exploitation forestière illégale et le braconnage

La lutte contre l'illégalité forestière et faunique est port  e, en l'état actuel par la même administration, le MINFOF et l'ensemble de ses démembrements. La brigade de contrôle des activités forestières est la même qui se charge de la lutte anti-braconnage au sein du Ministère en charge des forêts et de la faune. En ce qui concerne les instruments qui y sont consacrés, l'on peut également noter que dans le contexte actuel, le point focal APV-FLEGT dispose également de la casquette d'un des points focaux CITES.

En dépit de ces points communs, il apparaît que l'essentiel des dispositifs de lutte contre l'illégalité forestière se distingue de ceux de lutte contre la criminalité faunique. Il en découle une faible voire absence de synergie entre les deux dispositifs.

Au niveau institutionnel et de leur fonctionnement, il apparaît en effet un cloisonnement des services dédiés au contrôle forestier et ceux dédiés à la lutte anti-braconnage, ce qui conduit au faible contrôle de l'activité de chasse dans les concessions forestières. De même, il ressort de l'analyse que les organisations intervenant en matière d'illégalité forestière sont en grande partie distinctes de celles qui veillent à la légalité en matière faunique. Cette absence de synergie est également perceptible dans la mise en œuvre de l'APV FLEGT d'une part et de la CITES d'autre part.

Au niveau pratique, les données collect  es conduisent à conclure à une différence de traitement des illégalités forestières et fauniques. En effet, il apparaît qu'au niveau opérationnel, très peu de contrevenants forestiers font l'objet d'une poursuite judiciaire, ceci sans doute

   cause de la transaction qui a été introduite dans la loi forestière et qui est privil  gi  e par les contrevenants et l'administration pour régler les cas d'illégalité forestière. A contrario, les contrevenants fauniques sont dans la plupart des cas envoyés en justice. Il faut cependant noter que le temps des procès est relativement long, y compris dans les cas de flagrant délits. Ceci peut s'expliquer entre autres, par les lenteurs judiciaires et les vides juridiques qui entravent la procédure de constatation de l'infraction, de la connaissance relative du corps judiciaire et des avocats des enjeux liés à la protection de la biodiversité et des difficultés de l'administration à prouver la culpabilité des contrevenants devant le juge.

9. Entretien téléphonique dans le cadre de cette étude avec un responsable de Interpol    Yaoundé

4. Les ONG nationales et les communautés sont moins actives dans la lutte anti-braconnage contrairement au contrôle forestier

Les ONG nationales et les communautés sont des acteurs importants de la lutte contre l'illégalité forestière et faunique. Du fait de leur connaissance de la forêt et du terrain, le rôle de ces deux acteurs est incontournable pour améliorer l'efficacité de la lutte. Un regard sur les dispositifs de lutte permet de relever que les ONG nationales et les communautés sont plus impliqu  es dans la lutte et le suivi des activités forestières illégales que dans le suivi et le contrôle des activités fauniques illégales.

En effet, au Cameroun, le suivi indépendant des forêts est principalement exercé par les ONG nationales, avec le soutien des autres acteurs. Les résultats de leurs travaux ont parfois permis, en dépit des lenteurs et pesanteurs diverses de l'administration forestière, de dénoncer et arrêter des activités d'illégales. Les communautés locales et autochtones sont celles qui sont le plus proche des forêts et de leur biodiversité. Elles ont une connaissance exceptionnelle des forêts dont elles sont riveraines. Elles représentent ainsi une source inestimable d'information pour accroître l'efficacité de la lutte contre toute activité faunique illicite. Ces connaissances sont dans certains cas mal exploit  es dans le cadre du braconnage.

Seulement, il n'existe pas de dispositif d'observation indépendant et de suivi de la faune qui implique pleinement les ONG nationales et les communautés. L'essentiel de la lutte est mené, pour ce qui est des acteurs non étatiques, par les ONG internationales qui soutiennent l'état dans la gestion des différentes aires prot  g  es ou traquent tout contrevenant à la loi. Ces dernières collaborent toutefois faiblement avec les ONG nationales sur la lutte anti-braconnage. De même, le difficile accès des communautés et OSC, soit en termes géographiques qu'en termes de gestion, aux aires prot  g  es ne contribuent pas à mettre en place des systèmes efficaces de suivi indépendant de la faune. Il s'impose pourtant l'impérieuse nécessité de les associer de manière formelle et légale à tous les efforts fournis dans la lutte contre le commerce illégal de la faune, comme cela se fait, tant bien que mal, en matière de surveillance forestière.

5. La résurgence et accroissement des cas d'illégalité du fait du sentiment d'impunité ambiant des auteurs des infractions fauniques et forestières

L'absence d'une application rigoureuse des sanctions dans les cas d'illégalités forestières et fauniques est un facteur qui contribue à maintenir voire accroître lesdits actes. Outre la transaction qui apparaît comme une aubaine pour les contrevenants forestiers, la corruption, le trafic d'influence et l'implication des élites politiques dans le traitement des infractions forestières et fauniques sont autant de tares qui amenuisent l'efficacité du dispositif de lutte contre l'illégalité forestière, mais aussi faunique. L'impunité face aux poursuites, particulièrement aux niveaux les plus élevés de l'administration établit les normes pour tous les autres et engendre le mépris pour les procédures juridiques et le sentiment que « tout est permis ». Dans les cas de crimes contre la nature, les poursuites sont rares, et les sanctions inflig  es ne sont, de toute façon, pas assez dissuasives¹⁰.

10. Pironio E. et Mayaux P. (Eds), Au-delà des éléphants :   l  ments d'une approche stratégique de l'UE pour la conservation de la nature en Afrique - Analyse régionale - Afrique centrale, Union Européenne, 2016, p.223

Dans les cas en justice, les lenteurs judiciaires et la faible exécution des décisions de justice contribuent à accroître le sentiment d'impunité comme précédemment relev e. A titre illustratif, dans certains cas, le Ministère en charge de la faune se fait représenter de manière inefficace par des personnes qui ne connaissent que vaguement, voire pas du tout, le dossier en justice, ce qui a pour conséquence de conduire à la relaxe des personnes pourtant impliquées dans le commerce illicite de la faune. Et même lorsque le cas est jug e, son exécution reste problématique. Ce qui entraine un manque à gagner important pour l'État, surtout dans les hypothèses où des prévenus solvables ont été condamn es au paiement des dommages et intérêts conséquents, dont le recouvrement pourrait constituer une ressource financière nécessaire au renflouement des fonds allou es à la conservation.

Conclusion

En définitive, des résultats pr esent es précédemment, on note que plusieurs contraintes op erati onnelles contribuent à faire perdurer voire exacerber l'illégalité forestière et faunique. Ces contraintes sont de trois ordres : les contraintes techniques et d'approches de lutte, l'équilibre des rôles et responsabilités des acteurs et les contraintes liées à l'environnement global de gouvernance.

Sur l'ensemble de ces contraintes, quelques solutions d'amélioration sont envisagées pour renforcer les dispositifs de lutte actuels :

Le Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF) en collaboration avec le Ministère des Finances (MINFI) doit clarifier les modalités d'activation de la justice en cas de transaction conformément aux articles 146 et 147 de la loi forestière de 1994 et des articles 136 et 137 du décret N o 95/531 ;

Le MINFOF en collaboration avec le MINFI doit mettre en place un dispositif de suivi des saisis et ventes aux enchères du bois ;

Le MINFOF doit renforcer les dispositifs de contrôle de l'attribution des autorisations d'exploitation forestière et du suivi de l'exploitation ;

Le MINFOF doit veiller à une meilleure défense des cas en justice en assurant la présence dans les tribunaux des agents ayant procédé à l'arrestation des contrevenants ;

La soci ete civile doit renforcer la surveillance des petits titres forestiers, de la saisie et la vente aux enchères du bois ;

La soci ete civile doit renforcer l'implication des communautés locales et autochtones à la surveillance de la chasse dans les forêts permanentes (Aires prot eg es, UFA, forêts communales) ;

Les ONG internationales et nationales doivent renforcer leurs collaborations y compris avec les communautés locales et autochtones pour un suivi de la chaine de chasse et commercialisation des espèces de faune sauvage.

Liste des abréviations et des acronymes

APV FLEGT	Les Accords de partenariat volontaires, Plan d'action de l'UE relatif à l'application des réglementations forestières, à la gouvernance et aux échanges commerciaux
CED	Centre pour l'Environnement et le Développement
CIDT	Centre for International Development and Training, Université de Wolverhampton
CIEDD	Centre pour l'Information Environnementale et le Développement Durable
CITES	Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menac�es d'extinction
CJ	Conservation Justice
CV4C	Citizens Voices for Change project
ECOFAC	Preserving Biodiversity and Fragile Ecosystems in Central Africa
EFNA	Exploitation Forestière Non Autorisé
FCDO	Foreign, Commonwealth and Development Office
FCFA	franc de la Communauté financière africaine
FDS	Falsification des Documents Sécurisés
FGMC	Forest Governance, Markets and Climate Programme, FCDO
FLAG	The Field Legality Advisory Group
FODER	Forêts et Développement Rural
INTERPOL	The International Criminal Police Organization
LAGA	The Last Great Ape Organisation, Cameroon
MINFI	Ministère des Finances, Cameroun
MINFOF	Ministère des Forêts et de la Faune, Cameroun
ONG	Organisation Non- Governmental
PALF	Projet d'Appui à l'Application de la Loi Faunique, Congo
PV	Procès Verbale
RALFF	Projet Renforcement sur de l'Application de la Loi sur la Faune et la Flore en Afrique Centrale
REM	Resource Extraction Monitoring
TBSLV	Transport de Bois Sans Lettre de Voiture
UCC	l'Unité Centrale de Contrôle
UE	Union Européenne
UFA	Forest Management Area
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
USD	United Stated Dollars
WB	World Bank /Banque Mondiale
WRI	World Resources Institute

Avertissement

Ce travail a été réalisé par le généreux financement du Programme FGMC, du Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO) et du projet Renforcement sur de l'Application de la Loi sur la Faune et la Flore en Afrique Centrale (RALFF), financé par l'Union Européenne.

Les opinions pr sent es ici sont celles des auteurs et ne peuvent en aucun cas être consid r es comme représentant les vues ou les positions officielles de l'UE, du FCDO, et de l'Université de Wolverhampton ou Conservation Justice (CJ).



Foreign, Commonwealth
& Development Office